

7 0053

LE PROGRES DE L'AFRIQUE

Premier examen bisannuel du progrès accompli par l'Afrique dans le sens des buts et objectifs de la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement



1973
NATIONS UNIES

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E / CN . 14 / 600

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapbes</u>
INTRODUCTION	1 - 2
PROGRES SOCIO-ECONOMIQUE, 1971 ET 1972	
Développement et croissance économique	
Tendances générales	3 - 13
Niveaux et croissance du PIB par	
habitant	14 - 16
Résultats par secteur	17 - 20
Importations et exportations	21
Epargne intérieure	22
Développement social	
Problèmes de l'urbanisation et du	
chômage	23 - 24
Education et formation	25 - 26
Santé	27
Logement	28
ENVIRONNEMENT EXTERIEUR DE L'AFRIQUE ET COOPERATION	
INTERNATIONALE	
Financement extérieur et assistance	
technique	29 - 33
Dette extérieure	34 - 35
Negociations commerciales	36 - 40
Problèmes monétaires	41 - 46
PROBLEMES DES PAYS LES MOINS AVANCES ET DES PAYS	
SANS LITTORAL	47 - 53
INTEGRATION ET COOPERATION ECONOMIQUES	54 - 58
CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	59 - 69
Annexe : Tableaux 1 à 7	

INTRODUCTION

1. L'examen régional prévu par la Stratégie internationale du développement et la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70 porte sur trois éléments des objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: progrès socio-économiques, problèmes spéciaux des pays les moins avancés et des pays sans littoral, et progrès, problèmes et perspectives de la coopération économique 1/. Le rôle des pays avancés et des organisations internationales doit être également examiné.

2. En ce qui concerne l'Afrique, le mécanisme établi pour l'examen prévoit des rapports rédigés par le secrétariat de la CEA et révisés par la Conférence des planificateurs africains et la Conférence des ministres avant d'être présentés au Conseil économique et social. Au cours de ce processus, les rapports doivent être mis à jour en fonction des informations concrètes provenant des Etats membres de la CEA et d'autres sources. Le présent rapport concerne les deux premières années de la Décennie.

PROGRES SOCIO-ECONOMIQUE, 1971 ET 1972

Développement et croissance économiques

Tendances générales

3. La Stratégie internationale du développement met l'accent sur un concept élargi du développement intégré qui exige une transformation des structures sociales et économiques, outre le développement des capacités productives. Elle affirme la nécessité d'une stratégie globale du développement qui fasse appel à l'action commune et concentrée des pays en voie de développement comme des pays développés dans tous les domaines de la vie économique et sociale: l'industrie et l'agriculture, le commerce et les finances, l'emploi et l'enseignement, la santé et le logement, la science et la technique 2/.

4. En Afrique, le développement intégré revêt deux aspects importants: l'action requise pour incorporer les zones rurales peu développées à l'économie moderne et une restructuration des économies mettant l'accent sur la propriété autochtone, le remplacement des employés étrangers, la mobilisation aussi complète que possible des ressources humaines et financières et une amélioration des perspectives commerciales des pays africains.

1/ "Deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: un système et d'évaluation de l'ensemble des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement", E/5040, p. 7-9.

2/ Résolution 2626(XXV) de l'Assemblée générale, 11 novembre 1970.

5. Il ressort d'un examen des plans de développement des pays africains que les gouvernements sont déjà convaincus, à des degrés divers, que pour être valable, le développement doit porter sur les domaines économiques, social, culturel et même politique. Cette prise de conscience se manifeste dans le perfectionnement croissant de la préparation des plans et dans les mesures prises pour atteindre les objectifs fixés dans ces plans.

6. A cet égard, les activités se sont intensifiées dans deux domaines particuliers: la participation au processus de développement, depuis la nationalisation complète d'entreprises étrangères jusqu'à la constitution d'entreprises mixtes au moyen d'une détention majoritaire des actions, et le développement rural intégré qui, dans certain cas, a été étendu à la prestation de services de santé et d'enseignement au titre de ce qu'on considérerait normalement comme les activités économiques. A l'appui de ces activités, des mesures particulières ont été prises pour créer les institutions appropriées, qui ont essentiellement pour fonction de financer et de gérer des projets de développement rural. Tous ces efforts tendent à relever le niveau de l'emploi, à assurer une meilleure répartition du revenu et de la consommation des biens publics, à réduire les disparités entre les zones urbaines et rurales et, éventuellement, à freiner la migration des campagnes vers les villes.

7. Si la répartition équitable du revenu et l'élimination de la misère généralisée sont des objectifs universellement admis du développement, on manque pour le moment d'information sur ces points. De même, on aurait besoin de données plus complètes sur certaines régions (à l'intérieur des pays) et certains groupes socio-économiques, qui mériteraient une attention particulière.

8. Un point se dégage clairement des stratégies pour les années 70, à savoir que la plupart des buts et objectifs de la Décennie, tels que la diversification, l'élimination de la misère et par conséquent le relèvement des niveaux de vie des populations sont des objectifs à long terme dont la solution ne peut se trouver dans le cadre de plans de perspective: pourtant la planification prospective n'est pas utilisée comme elle devait l'être dans les organismes de planification actuels.

9. On admet que le taux de croissance moyen annuel du produit brut de l'ensemble des pays en voie de développement devrait être au moins de 6 p. 100 durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et pouvoir être dépassé au cours de la seconde moitié de la Décennie.

10. Il ressort des données dont on dispose, que les pays africains ont atteint un taux de croissance global de 3,4 p. 100 en 1971 et de 5,4 p. 100 en 1972 (voir tableau 1 de l'annexe), avec une moyenne de 4,4 p. 100 pour les deux ans. Il faut donc conclure que les deux premières années de la deuxième Décennie du développement n'ont pas marqué une amélioration sensible dans les pays africains, encore qu'il y ait quelques indices du relèvement de certains taux de croissance.

11. En ce qui concerne le progrès des sous-régions de l'Afrique en voie de développement, l'Afrique de l'Ouest a atteint en 1971 le taux fixé comme objectif pour la deuxième Décennie du développement mais d'autres sous-régions n'y sont pas parvenues. Les taux de croissance du PIB aux prix constants du marché de 1970 étaient de 6,1 p. 100 en Afrique de l'Ouest, 4,4 p. 100 en Afrique de l'Est, 3,0 en Afrique du Centre et 1,1 p. 100 en Afrique du Nord. En 1972, il ressort de données préliminaires que les taux de croissance du PIB aux prix constants du marché de 1970 étaient de 5,8 p. 100 en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord, 4,5 p. 100 en Afrique du Centre et 4,3 p. 100 en Afrique de l'Est. Les deux premières sous-régions ont donc pratiquement atteint l'objectif de 6 p. 100.

12. Parmi les pays d'Afrique de l'Ouest, le Nigéria et la Sierra Leone ont atteint des taux de croissance de plus de 6 p. 100 en 1971 par suite d'un accroissement rapide de la production pétrolière dans le premier et d'un redressement de l'économie dans la dernière. En Afrique de l'Est bien que quelques pays soient parvenus à des taux élevés, le progrès de l'ensemble de la sous-région a été faible. L'Afrique du Nord et l'Afrique du Centre ont enregistré des taux très bas. En Afrique du Nord le ralentissement a été dû en grande partie à la baisse de la production pétrolière de la Libye et de l'Algérie.

13. En 1972, la situation s'est améliorée en Afrique du Centre et en Afrique du Nord grâce aux taux élevés atteints en Algérie, en Tunisie et au Gabon. L'année 1972 a marqué un progrès sensible dans les pays africains en voie de développement, mais ce progrès n'a cependant pas été suffisant et doit être accéléré pour qu'une croissance moyenne de 6 p. 100 soit réalisée au cours de la période 1971-1975.

Niveaux et croissance du PIB par habitant

14. En ce qui concerne le niveau du produit intérieur brut par habitant en prix constants du marché de 1970 dans les pays d'Afrique en voie de développement, le tableau 2 indique qu'en 1971, l'Afrique du Nord a atteint le chiffre le plus élevé, suivie par l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Centre. Les montants correspondants étaient de 250, 156, 121 et 111 dollars respectivement. Les pays où le PIB par habitant a atteint le niveau le plus élevé étaient la République arabe libyenne en Afrique du Nord (1 702 dollars des Etats-Unis), le Libéria et la Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest (377 et 345 dollars respectivement), le Gabon en Afrique du Centre (698 dollars) et la Zambie en Afrique de l'Est (383 dollars). Pour les 41 pays portés au tableau, le PIB moyen par habitant était de 167 dollars en 1971. Il y avait encore à cette date, 27 pays où le revenu par habitant était inférieur à 200 dollars.

15. En prix constants du marché de 1970, les taux de croissance annuels du PIB par habitant étaient de 0,6 p. 100 en 1971 et de 2,5 p. 100 en 1972 dans les pays africains en voie de développement. En 1971, c'est l'Afrique de l'Ouest qui a accusé le taux le plus élevé, suivie par

l'Afrique de l'Est. Les taux sous-régionaux étaient de 3,5 p. 100 pour l'Afrique de l'Ouest, 1,5 pour l'Afrique de l'Est, - 0,3 pour l'Afrique du Centre et - 1,5 pour l'Afrique du Nord. En 1972, c'est encore l'Afrique de l'Ouest qui a atteint le taux le plus élevé avec 3,2 p. 100, suivie par l'Afrique du Nord avec 3,1 et l'Afrique du Centre et l'Afrique de l'Est avec 1,2 p. 100. Toutefois, 27 des 41 pays africains ont enregistré en 1971 un taux de croissance du produit réel par habitant de moins de 2 p. 100 et 7 pays seulement ont atteint ou dépassé 5 p. 100.

16. On peut conclure des données empiriques ci-dessus que les pays africains en voie de développement n'ont pas atteint l'objectif de 3,5 p. 100 fixé par la Stratégie internationale du développement pour le produit par habitant durant les deux premières années de la deuxième Décennie. En fait, la population africaine croît à raison de 2,7 ou 2,8 p. 100 par an, contre les 2,5 p. 100 fixés comme objectif pour la Décennie, ce qui se traduit par une croissance du revenu réel par habitant de 0,6 p. 100 en 1971 et de 2,5 p. 100 en 1972.

Résultats par secteur

17. Durant la période 1960-1971, la structure économique des pays africains a subi certaines transformations. En particulier, la part de l'agriculture dans la production totale de l'Afrique indépendante en voie de développement est passée de 9 à 11 p. 100. ^(la baisse de 42 p. 100 en 1960 à 22 p. 100 en 1971 tandis que celle des industries manufacturières durant la même période) Toutefois, en dépit de ce changement, l'agriculture est encore, dans la plupart des pays africains, le secteur prédominant de l'économie. Dans 19 des 41 pays d'Afrique en voie de développement, la contribution de l'agriculture était en 1971 supérieure à 40 p. 100 et dans 9 d'entre eux, elle dépassait 50 p. 100. Dans 19 seulement sur 41, les industries manufacturières représentaient 10 p. 100 ou plus du PIB et dans un seul - la République arabe d'Egypte - la proportion était supérieure à 20 p. 100.

18. En 1971, l'agriculture a marqué des progrès satisfaisants et a atteint l'objectif de 4 p. 100 fixé pour la deuxième Décennie du développement. La production agricole totale, à l'exclusion des produits de la pêche et des produits forestiers, a augmenté de 4,1 p. 100 et la production alimentaire a augmenté de plus de 3 p. 100 (voir tableaux 3 et 4). Dans le groupe des denrées alimentaires de base, les céréales ont enregistré un taux élevé de 7 p. 100. Les racines amylacées et les légumineuses n'ont pas accusé de progrès sensibles.

19. Il ressort de données préliminaires pour 1972 que le taux de croissance de l'agriculture était de l'ordre de 2,5 p. 100. C'est là une situation sérieuse si l'on considère la croissance rapide de la population et l'importance économique et sociale de l'agriculture en Afrique. La pénurie de denrées alimentaires s'est traduite dans un grand nombre de pays africains par une montée brutale des prix alimentaires et du coût de la vie. En 1972/73, ces problèmes ont été aggravés par la sécheresse dans la zone sahélienne, où les précipitations ont été continuellement insuffisantes au cours des dernières années.

20. Les statistiques de la comptabilité nationale concernant le PIB par origine industrielle (tableau 5) indiquent qu'en 1971, les pays d'Afrique en voie de développement sont parvenus aux taux de croissance suivants en termes réels: 3,7 p. 100 pour le PIB au coût constant des facteurs, 4,2 p. 100 pour l'agriculture, 3,4 p. 100 pour l'industrie et 3,6 p. 100 pour les services. En 1972, les taux de croissance suivants ont été atteints en termes réels: 5,4 p. 100 pour le PIB, 2,5 p. 100 pour l'agriculture, 6,3 p. 100 pour l'industrie et 6,9 p. 100 pour les services.

Importations et exportations

21. Selon la Stratégie internationale du développement, des taux de croissance un peu inférieurs à 7 p. 100 pour les importations et un peu supérieurs à 7 p. 100 pour les exportations doivent être atteints durant la décennie. En 1971, l'objectif fixé pour les importations a été atteint puisque l'accroissement n'a été que de 5,5 p. 100 en termes réels, mais la valeur réelle des exportations est tombée de près de 1 p. 100. Les importations en prix courants ont augmenté de 15,8 p. 100 en 1971 et de 9,6 p. 100 en 1972. Les exportations en prix courants ont augmenté de 3,3 p. 100 en 1971 et de 13,2 p. 100 en 1972 (voir tableau 6 de l'annexe). Le taux de croissance réel des exportations était de l'ordre de 7 p. 100. Les importations ont accusé une croissance beaucoup moins rapide, de l'ordre de 4 p. 100.

Epargne intérieure

22. La Stratégie internationale du développement stipule qu'un taux de croissance minimum de 6 p. 100 du produit intérieur brut exige une expansion annuelle moyenne de 0,5 p. 100 pour le rapport de l'épargne intérieure brute au produit brut, de façon que ce rapport atteigne environ 20 p. 100 d'ici à 1980". En 1970 et 1971, les rapports de l'épargne intérieure au produit intérieur brut en termes réels ont été de 18,2 et 17,3 p. 100 respectivement en Afrique. Ce résultat relativement satisfaisant a été dû en majeure partie aux recettes provenant du pétrole et autres minéraux. Mais abstraction faite de ces sources de revenu, l'évolution de ces statistiques au cours des années dépendra donc des efforts tendant à élargir l'assiette de l'impôt, à améliorer le système de perception ainsi qu'à parvenir à une discipline financière rigoureuse dans la gestion des fonds publics.

Développement social

Problèmes de l'urbanisation et du chômage

23. Le médiocre progrès de l'agriculture en 1972 est, du fait de son importance économique et sociale, une source de grave préoccupation. Un faible niveau de production dans les zones rurales peut en effet provoquer une aggravation de l'exode des campagnes vers les villes, en particulier parmi les jeunes sortant de l'école qui, dépourvus de compétences particulières, ne peuvent pas trouver d'emploi dans les centres urbains. Un phénomène important qui agit depuis 20 à 25 ans sur la distribution de la

population dans les pays africains est celui de la croissance rapide de la population urbaine. L'industrialisation se concentre sur quelques zones urbaines où sont fournis des services tels qu'écoles, services de santé et installations culturelles.

24. Cependant, l'activité économique a crû au même rythme que la population dans les zones urbaines, ce qui s'est traduit par une expansion du chômage, des bidonvilles et des taudis. Les zones urbaines ne peuvent plus absorber des immigrants sans restrictions.

Education et formation

25. Les stratégies du développement font une place prépondérante à des objectifs sociaux tels que la santé, l'éducation, la sécurité sociale et la participation de la population. S'il est possible de se procurer des renseignements sur la santé, l'éducation et la sécurité sociale, il est encore difficile de définir des indicateurs acceptables de la participation de la population. Les mesures de sécurité sociale sont minimales mais semblent s'étendre.

26. De nombreux plans de développement indiquent que les gouvernements africains sont conscients des problèmes de la planification de l'éducation et de la main-d'oeuvre. En ce qui concerne le développement de l'éducation, les problèmes tiennent à trois facteurs: l'accroissement du nombre d'enfants scolarisés et le maintien du caractère sélectif du système entre les divers stades de l'enseignement; la pénurie d'enseignants due au système d'éducation qui met en avant les autres professions, et à la conception du programme d'étude national qui ne correspond pas aux besoins de l'économie en personnel versé dans les disciplines scientifiques et mathématiques.

Santé

27. En matière de politique sanitaire, une action reste à engager, encore que dans certains pays on signale que les gouvernements envisagent de procéder à la planification de la santé et de la famille dans le cadre de la planification de la santé et de la famille dans le cadre de la planification globale. Ces initiatives sont conformes au concept élargi du développement durant les années 70. Un grand nombre de pays se trouvent en face d'un grave problème: celui de la nécessité de services de santé améliorés dans les zones rurales jusque là négligées.

Logement

28. De même, on n'a pas encore assez fait dans le domaine du logement. On sait pourtant que le problème est extrêmement aigu tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Des statistiques publiées sur le logement indiquent le nombre de bâtiments (résidentiels ou non résidentiels) achevés ou les permis de construire délivrés par les autorités. Mais ces statistiques ne couvrent que les capitales et, dans certains cas seulement, les grandes villes. En tout état de cause, elles ne tiennent pas compte des bâtiments des zones rurales, mais offrent simplement une

indication de la répartition de la construction entre les locaux résidentiels et non résidentiels, et de l'évolution des taux de construction au cours des cinq dernières années. Dans les zones urbaines, les groupes à faible revenu recourent en général à des bidonvilles faute de logements permanents à un prix raisonnable et les gouvernements se préoccupent de plus en plus d'élaborer des programmes d'habitation à bon marché.

ENVIRONNEMENT EXTERIEUR DE L'AFRIQUE ET COOPERATION INTERNATIONALE

Financement extérieur et assistance technique

29. La Stratégie internationale du développement et la Stratégie de l'Afrique pour le développement durant les années 70 reconnaissent que le fardeau du développement devra être assumé par les pays en voie de développement eux-mêmes, elles reconnaissent aussi que ces pays ont besoin d'une assistance extérieure en personnel, en matériel et en ressources financières, besoin également d'un milieu qui leur garantisse un apport régulier de ressources étrangères, des prix stables pour leurs produits et un accès aisé aux marchés des pays développés.

30. L'expérience des deux premières années de la deuxième Décennie du développement démontre que ces conditions pourraient ne pas être remplies comme prévu. Durant ces deux années, les progrès accomplis par les pays développés pour parvenir en 1975 à des transferts nets de ressources extérieures représentant 1 p. 100 du PIB pour l'aide totale et 0,7 p. 100 pour l'assistance officielle au développement n'ont pas été satisfaisants.

31. Cependant, en 1971, l'assistance officielle au développement apportée à tous les pays en voie de développement a augmenté tant en termes courants qu'en termes réels après être restée stagnante durant la période 1967-1970. Mais l'élément don est tombé de 65,2 p. 100 en 1970 à 64,3 p. 100 en 1971, tandis que le délai de grâce moyen passait de 7,3 ans à 6,4. En revanche le taux d'intérêt moyen sur les prêts est tombé de 2,8 à 2,7 p. 100. Il n'existe pas de ventilation par région et on ne peut pas se procurer les chiffres relatifs à l'Afrique mais il n'y a pas de raison de supposer que le continent a été plus favorisé que d'autres régions en voie de développement.

32. Une chose est maintenant claire, à savoir que l'aide fournie par les institutions bénévoles et les organisations multilatérales augmente, encore qu'il ne s'agisse que d'une fraction minime de l'aide totale. L'investissement privé net a également augmenté en 1971; les crédits à l'exportation, qui s'étaient situés déjà à un niveau étonnamment élevé pendant plusieurs années, ont augmenté encore de 20 p. 100 et c'est dans ce domaine que de graves problèmes de dette risquent de se produire.

33. Il est très difficile d'obtenir des renseignements sur le volume des sommes accordées au titre de l'aide par les pays socialistes et sur leurs conditions. Ces pays offrent toujours leur aide sur la base du troc. Par exemple, l'aide de la Chine pour le chemin de fer Tanzanie-Zambie doit être remboursée en marchandises exportées par les deux pays.

Dettes extérieures

34. Les dettes des pays africains à l'égard de créiteurs extérieurs ont augmenté au fur et à mesure de l'expiration des délais de grâce et par suite du montant croissant des crédits et prêts à court terme. A la fin de 1970, la dette extérieure de l'Afrique s'élevait à environ 10 693 500 000 dollars (voir tableau 7).

35. Les afflux de capitaux nets dans les pays d'Afrique en voie de développement étaient de l'ordre de 1,6 milliard de dollars en 1971 et de 1,5 milliard en 1972 (les remboursements ont alors dépassé l'accroissement de l'apport). Ces chiffres indiquent que la dette de l'Afrique à l'égard du monde extérieur continue à augmenter rapidement.

Négociations commerciales

36. L'action internationale à prendre avant le 31 décembre 1972 sur les produits de base mentionnés dans la résolution 16(II) de la CNUCED, et préconisée au par. 21 de la Stratégie internationale du développement, ne s'était pas traduite dans la réalité à la fin de la deuxième année de la Décennie. Toutefois, on prévoit que des accords de produits garantiront des marchés stables pour les matières premières exportées par les pays en voie de développement qui sont normalement condamnés à de lourdes pertes par suite des fluctuations des prix et de la détérioration des termes de l'échange.

37. Bien qu'il soit impératif d'étendre la liste des produits faisant l'objet d'accord de ce type, seul un nouvel accord sur le cacao a été conclu. En fait celui-ci était en négociation depuis des années et certains pays importateurs ne l'ont pas encore signé.

38. En général, les organisations internationales compétentes n'ont encore pris aucune mesure concluante en ce qui concerne le prix des produits de base et les débats de la CNUCED, à sa dernière réunion de Santiago, n'ont guère été fructueux.

39. Le Système généralisé des préférences a été instauré en 1971, mais en raison du niveau d'industrialisation très bas des pays africains et du fait que leurs produits ne peuvent soutenir la concurrence parce que leur qualité est inférieure et leurs prix élevés en conséquence d'une protection très stricte, il est probable que les pays de la région appelés à bénéficier de ce système ne sont pas très nombreux.

40. Il faut donc qu'au cours des prochaines négociations, les pays africains s'efforcent de réorganiser leur commerce des produits primaires sur une base internationale ou régionale. Cette réorganisation visera essentiellement deux buts: assurer des prix stables, rémunérateurs et équitables pour des quantités convenues des principaux produits d'exportation et garantir qu'une proportion croissante des produits de base de la région, en particulier des produits agricoles puissent être exportés sous une forme transformée.

Problèmes monétaires

41. Les deux premières années de la deuxième Décennie du développement ont coïncidé avec la crise monétaire internationale. La finance internationale est passée aussi par une crise en 1971 et l'activité économique des principaux pays développés a connu un ralentissement. La situation inflationniste dans ces pays, combinée à ces tendances a diminué l'aptitude des pays en voie de développement à financer leurs programmes. Le début de l'année 1971 a été marquée par le flottement du Deutsche Mark et du florin néerlandais en mai. Ces mesures ont été suivies en août par la suspension de la convertibilité du dollar en or et par le flottement d'autres monnaies. L'année s'est achevée sur le réaligement des principales monnaies, le 18 décembre.

42. Le ralentissement a entraîné le fléchissement de la demande de matières premières, alors que les pays africains continuaient à importer des biens d'équipement, des matières premières et même des produits alimentaires à des prix toujours en hausse, situation qui s'est traduite normalement par des termes de l'échange défavorables. Les effets s'en sont manifestés dans les mesures monétaires et fiscales prises par les gouvernements africains cherchant à protéger leurs maigres réserves de devises. En outre, en raison de l'incertitude engendrée par le flottement des monnaies, la planification est devenue extrêmement difficile. De même, les dettes des pays africains exprimées dans les monnaies qui ont été revalorisées par rapport au dollar ont augmenté de près de 5 p. 100.

43. Une période plus stable a suivi au début de 1972, mais le 23 juin le flottement de la livre sterling a été annoncé. Cette mesure doit être considérée en fonction du fait que le Royaume-Uni est toujours le principal partenaire commercial des pays africains du Commonwealth. La dévaluation effective de la livre sterling a eu des effets variables sur les arrangements commerciaux de l'Afrique mais avec l'intensification de l'activité économique en Europe occidentale, au Japon et aux Etats-Unis au cours du second semestre de 1972, la valeur des exportations des pays africains a augmenté de 13,2 p. 100 tandis que les importations croissaient de 9,6 p. 100 en 1972.

44. Les crises monétaires successives ont imposé la nécessité d'une réforme du système monétaire mondial. Dans le cadre du FMI, le Comité des 20 a été constitué pour traiter le problème et les pays africains y sont représentés. On estime qu'il y a de bonnes chances qu'un accord au sujet d'un nouveau système monétaire puisse intervenir d'ici le printemps de 1974.

45. La position de l'Afrique au sujet de la réforme monétaire a été définie en coopération avec d'autres régions en voie de développement au sein du Groupe des 77 pays qui ont signé la Charte d'Alger. Les pays affirment la nécessité d'établir un système de taux de change stables exprimés en DTS, et de lier les allocations de DTS au financement du développement. Concurrément, les changements intervenus dans le système monétaire international ont persuadé les pays africains de la nécessité de prendre des mesures pour supprimer les obstacles monétaires à la coopération intra-régionale.

46. Selon la Déclaration sur la coopération, le développement et l'indépendance économique adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA en mai 1973, la coopération entre les pays africains exige des consultations, des arrangements de paiement et d'autres mesures propres à faciliter les opérations de change. A cet égard, les pays africains membres de la zone franc commencent à modifier certaines procédures et réglementations de la zone pour s'assurer une plus grande indépendance et un usage plus large des ressources monétaires. La Mauritanie a déjà adopté sa propre monnaie et s'est séparée de la zone franc pour améliorer ses possibilités d'échange avec les pays du Maghreb (ses plus proches voisins). Madagascar a aussi rompu ses liens avec la zone franc.

PROBLEMES DES PAYS LES MOINS AVANCES ET DES PAYS SANS LITTORAL

47. La communauté internationale a reconnu que certains des pays en voie de développement ont à faire face à des difficultés particulières et que le faible niveau de leurs ressources justifie qu'ils soient classés dans un groupe dit des "pays les moins avancés". Selon les études du Comité de la planification du développement, ces pays sont caractérisés par un faible niveau de production par habitant (moins de 100 dollars), un secteur industriel extrêmement exigu (moins de 10 p. 100 du PIB) et une forte proportion d'illettrés parmi la population adulte. Des 25 pays reconnus par l'Organisation des Nations Unies comme constituant le groupe des moins avancés, 16 sont africains.

48. Les principales difficultés des pays les moins avancés tiennent au manque de ressources naturelles connues et à l'éloignement de la côte, qui se traduit par des frais de transport et des redevances portuaires élevés. Une des conséquences de l'absence de ressources est que les éléments jeunes et capables vont travailler dans d'autres pays. Certains pays sans littoral, en particulier ceux de l'Afrique de l'Ouest, se trouvent situés dans des zones semi-désertiques et souffrent en conséquence du manque d'eau et de la fréquence de certaines maladies affaiblissantes telles que l'ophtalmie des rivières et la bilharziose. Depuis 1971, la zone sahélienne souffre de la sécheresse et a subi des pertes de récoltes et de bétail considérables. Les populations privées de nourriture et d'eau ont été contraintes de migrer vers le sud.

49. La Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie du développement et la Stratégie de l'Afrique pour les années 70 prévoient donc la nécessité d'accroître l'aide financière et l'assistance technique et d'améliorer les conditions de l'aide en faveur de ces pays.

50. Le progrès économique des pays les moins avancés a été variable durant les deux premières années de la deuxième Décennie du développement. En 1971, le taux de croissance du PIB en prix constants du marché a été de 2,8 p. 100 pour les 16 pays africains du groupe, chiffre inférieur au taux de 3,4 p. 100 enregistré pour l'ensemble des pays d'Afrique en voie de développement. Pour 1972, le taux de croissance de ces pays est estimé à 3,7 p. 100, contre 5,4 p. 100 pour les 41 pays indépendants.

51. Certaines mesures ont été prises par les grandes puissances industrielles en faveur des pays les moins avancés. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE a reconnu la nécessité d'accroître les apports de fonds et d'assouplir les conditions de l'aide. Dans ses recommandations aux Etats membres de l'OCDE, le CAD a déclaré que les subventions et les dons devraient représenter au moins 86 p. 100 de l'assistance publique apportée à chacun des pays les moins avancés. Certains pays industriels s'y sont déjà engagés. La CEE a adopté une position analogue, en convenant d'accorder leur aide à des conditions spéciales aux pays les moins avancés.

52. Au niveau de l'Organisation des Nations Unies, le PNUD a décidé de renoncer à imposer aux gouvernements certaines obligations concernant le paiement des dépenses locales pour des projets exécutés dans les pays d'Afrique les moins avancés. La CEA, de son côté, a participé à la réalisation du projet du Liptako-Gourma qui permettra la mise en valeur d'une région rendue jusqu'ici inhabitable par l'ophtalmie des rivières. La CEA est l'agent d'exécution de ce projet pour le compte de l'ONU et des rapports techniques ont déjà été rédigés. Le projet intéresse trois Etats: la Haute-Volta, le Mali et le Niger. D'autre part, au titre d'arrangements sous-régionaux en vigueur, les pays les moins avancés bénéficient d'avantages spéciaux de la part de leurs partenaires de l'UDEAC et de la Communauté d'Afrique orientale.

53. Dans l'ensemble, ces pays doivent sans tarder déterminer l'étendue de leurs ressources naturelles, tant humaines que matérielles. Une fois ces ressources connues, ceux qui auront besoin d'une assistance pour renforcer leur structure administrative trop faible pourront la recevoir grâce à un programme de formation réaliste. Cependant, la coopération économique est une nécessité pour ces pays, surtout la coopération entre les pays sans littoral, et elle sera vraisemblablement plus efficace si elle est basée sur une planification conjointe de la production au lieu de se fonder sur une simple libéralisation des échanges.

INTEGRATION ET COOPERATION ECONOMIQUES

54. La faible dimension de certains pays, du point de vue du marché intérieur et du revenu par habitant, et les avantages liés aux économies d'échelle et à la mise en commun des ressources sont les principales raisons pour lesquelles la coopération économique a toujours été recommandée pour les pays africains. Aussi celle-ci a-t-elle fait l'objet d'institutions diverses: unions douanières, zone de libre échange et marchés communs. Dans la région, malheureusement, la coopération économique n'a pas été sans connaître des revers.

55. Tout d'abord, la plupart des institutions de coopération économique établies durant l'époque coloniale ont disparu au moment de l'indépendance, en particulier dans les pays anglophones d'Afrique de l'Ouest.

56. En second lieu, celles qui ont subsisté et d'autres établies après l'indépendance ont, à un moment ou à l'autre, connu des difficultés intestines. La fréquence avec laquelle elles ont été dissoutes et reconstituées en Afrique de l'Ouest démontre de façon convaincante à quel point il est difficile d'établir et de maintenir des groupements économiques, mais aussi la conviction que la coopération économique est la seule solution aux problèmes de la région.

57. Les facteurs suivants ont été tenus pour responsables de la médiocrité des résultats du mouvement de coopération économique en Afrique: manque de volonté de succès, qui se manifeste habituellement dans des défections au moindre signe de désaccord politique; inégalité de la répartition des avantages et des coûts, en particulier dans le cas des zones de libre échange et des marchés communs; assujettissement exagéré aux taxes sur le commerce extérieur, qui permet difficilement le sacrifice de recettes exigé par une union douanière. La conclusion qui s'impose est que si les pays ne sont pas décidés à assurer le succès de l'entreprise, la coopération économique restera un mythe en Afrique. De plus, les membres les mieux placés dans le cadre de la coopération doivent être disposés à consentir des sacrifices dans l'intérêt des plus faibles.

58. Enfin, il y a tout lieu de croire que si la coopération économique est fondée sur l'harmonisation des plans de développement, c'est-à-dire la planification conjointe de la production, la question du partage des avantages, les problèmes commerciaux et monétaires et les problèmes de paiement seront vraisemblablement beaucoup plus faciles à résoudre. Toute autre considération mise à part, une entreprise commune incite chaque membre à en assurer le succès. La planification conjointe de la mise en valeur de bassins fluviaux est une formule excellente, et cette forme de coopération doit être étendue à des projets industriels.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

59. Cet examen bisannuel du progrès socio-économique de la région africaine a mis en évidence deux problèmes principaux: l'insuffisance des données quantitatives et autres informations et, dans la mesure où l'indiquent les renseignements disponibles, le faible progrès accompli par la plupart des pays africains au cours des deux années dans le sens des principaux objectifs de la Stratégie internationale du développement.

60. Les données statistiques dont on dispose actuellement pour la majorité des pays africains ne sont pas suffisantes pour permettre une évaluation quantitative valable des résultats obtenus par l'Afrique dans le cadre des buts et des mesures de politique prévus pour la deuxième Décennie du développement. Seuls quelques pays africains ont procédé à la revue et à l'examen des progrès accomplis sur le plan national durant les deux premières années, qui avaient été demandés, mais il faut reconnaître que la demande n'était peut-être pas raisonnable.

61. Il importe d'améliorer les services statistiques nationaux et d'assurer une publication plus rapide des données afin de constituer une base pour l'évaluation des progrès en fonction des éléments de la Stratégie internationale du développement (ou éventuellement d'une liste d'indicateurs très abrégée). Il faudra que les pays africains fournissent des données statistiques plus complètes et des rapports sur l'évaluation de leurs progrès, pour que l'examen prévu au milieu de la Décennie permette de tenir compte plus largement des éléments des stratégies.

62. Mais si les données dont on disposait pour le présent examen ne portent que sur certains des éléments des stratégies, elles permettent cependant de conclure que les progrès accomplis par l'Afrique durant la période considérée n'ont guère été satisfaisants. Les buts quantitatifs globaux proposés dans la Stratégie internationale du développement n'ont pas été atteints à l'échelon régional et ils n'ont pas été non plus atteints par la plupart des pays africains. De même les objectifs qualitatifs n'ont pas fait l'objet de progrès marquants car c'est seulement depuis quelques années que les problèmes des secteurs sociaux attirent l'attention. Cependant, l'Afrique est extrêmement tributaire de ses exportations de minerais, de ses denrées agricoles et aussi des conditions climatiques qui influent sur les récoltes. En 1971, la situation des échanges mondiaux a été mauvaise pour les produits minéraux et agricoles tandis que 1972 était marquée par des conditions climatiques défavorables. La campagne agricole de 1973 a été également médiocre mais la situation du marché mondial a conduit à un relèvement des prix de la plupart des produits exportés par l'Afrique. On n'a pas encore mis au point les résultats nets pour 1973, mais il est évident qu'un certain nombre de pays se trouveront dans une situation extrêmement favorable tandis que d'autres seront en mauvaise posture.

63. Une conclusion se dégage pour l'avenir: l'Afrique doit réduire son assujettissement aux précipitations en régularisant son approvisionnement en eau et en adoptant des méthodes agricoles plus scientifiques. Il reste à voir si le développement agricole doit en conséquence mettre l'accent sur de grands projets nécessitant une gestion scientifique et de gros investissements; mais le temps ne joue plus en faveur de l'Afrique. Les réserves mondiales de céréales qui avaient été constituées au moyen d'excédents sont maintenant épuisées et le continent doit parvenir rapidement à suffire à ses propres besoins de denrées alimentaires.

64. Une autre conclusion qui a déjà été indiquée est que les accords et les arrangements concernant les produits qui constituent les 20 exportations principales de l'Afrique doivent être menés à bien dans les meilleurs délais possibles. Leurs prix doivent être fondés sur les cours de 1973 et non sur ceux des mauvaises années 1971 et 1972. En acceptant de faire figurer une base des prix élevée dans les accords de produits, les pays avancés peuvent aider les pays africains à se développer plus rapidement en leur assurant un meilleur rapport de leurs exportations de base, dont certaines sont constituées par des ressources épuisables.

65. L'Afrique continue à se trouver en présence de problèmes socio-économiques tels que les suivants: croissance rapide de la population et de la main-d'oeuvre non qualifiée, qui se traduit par le chômage urbain, autres conséquences de l'urbanisation rapide, sous-emploi rural et exode vers les villes, agriculture non modernisée qui s'accompagne de pénuries alimentaires et de malnutrition, disparité du revenu et de la richesse suivant les sous-régions, les pays et les groupes sociaux.

66. Durant les années 60 et au début des années 70, le progrès social a été lent dans les pays africains. Dans beaucoup d'entre eux, les services de santé et d'enseignement ont été quelque peu améliorés, mais cette amélioration ne s'est pas accompagnée de possibilités d'emploi supplémentaire. En matière de logement, d'emploi, de distribution du revenu et de niveau de vie les progrès ont été insuffisants. Les attitudes mentales, les institutions et les modes de vie, ajustés à la misère générale, empêchent encore de supprimer les causes de ce faible niveau de vie.

67. Certains des facteurs mis en évidence par l'examen, qui entravent les efforts des gouvernements africains tendus vers les objectifs et les buts de la Décennie, échappent à leur contrôle. Les fluctuations des prix des produits primaires, par exemple, les fluctuations monétaires et la charge croissante du service de la dette ne pourront être atténuées que grâce à des négociations au niveau d'instances internationales.

68. La coopération entre pays africains trouverait sa forme la plus positive dans le cadre de projets industriels de caractère sous-régional. Ces projets ne viennent à terme que lentement, et même une fois réalisés, il arrive qu'ils échouent à cause de différends entre les Etats partenaires. Mais en l'absence de projets de cet ordre, le développement industriel sera nécessairement lent et il convient d'envisager d'urgence des arrangements institutionnels propres à favoriser leur multiplication. Une coopération plus effective est indispensable entre les investisseurs, les entrepreneurs et l'Etat, et les gouvernements intéressés doivent agir de concert.

69. Le développement de l'Afrique est en grande partie conditionné par les efforts des gouvernements des pays de la région. Les plans déjà élaborés témoignent de leur désir de parvenir dès que possible à un taux élevé de croissance économique. Les facteurs mentionnés ici expliquent peut-être pourquoi les taux de croissance prévus n'ont pas pu être atteints, mais les efforts tendus vers les objectifs des plans doivent redoubler. De même, la coopération régionale et sous-régionale devra marquer des progrès plus réels et les politiques déclarées visant à l'amélioration des conditions sociales des populations doivent se traduire à plus bref délai dans la réalité.

Tableau 1 : Montant et taux de croissance du produit intérieur brut en prix constants du marché de 1970 dans les pays d'Afrique en voie de développement - 1969-1972

Pays	Montant en millions de dollars				Taux annuels de croissance en pourcentage		
	1969	1970	1971	1972 ^{a/}	1969-70	1970-71	1971-72 ^{a/}
AFRIQUE DU NORD							
Algérie	4 109,6	4 343,9	4 281,4	4 795,2	5,7	-1,4	12,0 ^{a/}
Egypte	7 094,8	7 295,3	7 504,1	7 804,3	2,8	2,9	4,0 ^{a/}
Libye	3 565,0	3 722,5	3 420,6	3 359,0	4,4	-8,1	-1,8
Maroc	3 187,7	3,351,8	3,516,5	3 720,4	5,1	4,9	5,8 ^{a/}
Soudan	1 794,3	1 831,1	1 936,6	1 994,7	2,1	5,8	3,0 ^{a/}
Tunisie	1 227,4	1 387,0	1 508,7	1 787,8	13,0	8,8	18,5
	20 978,8	21 931,6	22 167,9	23 461,4	4,5	1,1	5,8
AFRIQUE DE L'OUEST							
Dahomey	226,0	249,0	259,0	264,2	10,2	4,0	2,0 ^{a/}
Gambie	40,9	46,1	49,1	50,6	12,7	6,6	3,0 ^{a/}
Ghana	2 371,6	2 519,6	2 530,8	2 589,0	6,2	0,4	2,3
Guinée	292,9	320,0	283,1	297,3	9,3	-11,5	5,0 ^{a/}
Côte d'Ivoire	1 312,0	1 490,8	1 526,5	1 648,6	13,6	2,5	8,0 ^{a/}
Libéria	399,7	417,5	449,1	468,0	4,5	7,6	4,2
Mali	251,4	267,4	277,2	278,6	6,4	3,7	0,5 ^{a/}
Mauritanie	180,8	191,6	200,4	208,4	6,0	4,6	4,0 ^{a/}
Niger	355,8	363,3	345,3	367,4	2,1	-5,0	3,5 ^{a/}
Nigéria	6 765,9	7 438,8	8 329,8	8 946,2	9,9	12,0	7,4
Sénégal	767,7	796,7	736,8	766,3	3,8	-7,5	4,0 ^{a/}
Sierra Leone	447,5	444,1	476,3	504,9	-0,8	7,2	6,0 ^{a/}
Togo	252,3	269,5	270,2	281,0	6,8	0,3	4,0 ^{a/}
Haute-Volta	304,8	309,7	314,7	321,0	1,6	1,6	2,0 ^{a/}
	13 969,3	15 124,1	16 048,3	16 981,5	8,3	6,1	5,8
AFRIQUE DU CENTRE							
Burundi	193,7	211,1	212,9	212,9	9,0	0,9	0,0 ^{a/}
Cameroun	977,3	1 011,9	1 017,5	1 058,2	4,6	-0,4	4,0 ^{a/}
RCA	193,5	194,1	192,1	201,7	0,3	-1,0	5,0 ^{a/}
Tchad	284,3	288,1	294,2	303,0	1,3	2,1	3,0 ^{a/}
Congo	240,0	235,5	237,2	249,1	-1,9	0,7	5,0 ^{a/}
Guinée équat.	75,8	76,0	75,3	79,1	0,3	-0,9	5,0 ^{a/}
Gabon	330,7	335,2	355,8	391,4	1,4	6,1	10,0 ^{a/}
Rwanda	194,4	215,7	221,2	221,2	11,0	2,5	0,0 ^{a/}
Zaïre	1 869,6	2 050,8	2 161,7	2 265,5	9,7	5,4	4,8
	4 359,3	4 628,4	4 767,9	4 982,1	6,2	3,0	4,5

Tableau 1 : Montant et taux de croissance du produit intérieur brut en prix constants du marché de 1970 dans les pays d'Afrique en voie de développement - 1969-1972 (suite)

Pays	Montant en millions de dollars				Taux annuels de croissance en pourcentage		
	1969	1970	1971	1972 ^{a/}	1969-70	1970-71	1971-72 ^{a/}
AFRIQUE DE L'EST							
Botswana	78,5	83,0	97,7	109,8	5,7	17,7	12,4
Ethiopie	1 711,2	1 836,0	1 874,1	1 949,0	7,3	2,1	4,0
Kenya	1 472,1	1 617,8	1 733,0	1 852,6	9,9	7,1	6,9
Lesotho	78,5	78,1	79,5	81,9	-0,5	1,8	3,0 ^{a/}
Madagascar	823,4	891,8	918,1	875,9	8,3	3,0	-4,6
Malawi	318,5	325,1	354,4	381,7	2,1	9,0	7,7
Maurice	189,3	188,6	205,6	226,2	-0,4	9,0	10,0
Somalie	231,7	245,0	252,6	265,2	5,7	3,1	5,0 ^{a/}
Souaziland	95,3	96,2	104,9	115,4	0,9	9,0	10,0 ^{a/}
Tanzanie	1 201,2	1 281,0	1 339,6	1 428,0	6,6	4,6	6,6
Ouganda	1 267,1	1 304,2	1 326,3	1 340,9	2,9	1,7	1,1
Zambie	1 790,0	1 604,5	1 686,4	1 770,7	-10,4	5,1	5,0 ^{a/}
	9 256,8	9 551,3	9 972,2	10 397,3	3,2	4,4	4,3
Total pour les 41 pays ci-dessus	48 564,2	51 235,4	52 956,3	55 822,3	5,5	3,4	5,4

Source : Secrétariat de la CEA.

a/ Estimations préliminaires.

Tableau 2. Croissance de la population et PIB par habitant dans les pays africains en voie de développement, 1969-1972

Pays	Population en millions				Accroissement annuel de la population en pourcentage			PIB par habitant en prix constants du marché de 1970 (dollars EU)				Taux de croissance du PIB par habitant		
	1969	1970	1971	1972 ^{a/}	1969-70	1970-71	1971-72 ^{a/}	1969	1970	1971	1972 ^{a/}	1969-70	1970-71	1971-72 ^{a/}
AFRIQUE DU NORD														
Algérie	13,91	14,33	14,77	15,27	3,0	3,1	3,4	295,4	303,1	289,9	314,0	2,6	-4,4	8,3
Egypte	32,50	33,33	34,08	34,84	2,6	2,4	2,2	218,3	218,9	219,9	224,0	0,3	0,5	1,7
Libye	1,87	1,94	2,01	2,08	3,7	3,6	3,6	1 906,4	1 918,8	1 701,8	1 614,9	0,7	-11,3	-5,1
Maroc	15,28	15,78	16,25	16,80	3,2	3,0	3,4	208,6	212,4	216,4	221,5	1,8	1,9	2,4
Soudan	15,31	15,70	16,09	16,49	2,5	2,5	2,4	113,8	116,3	120,4	121,0	2,2	3,5	0,5
Tunisie	5,03	5,14	5,25	5,35	2,2	2,2	2,2	244,0	269,8	287,4	334,2	10,6	6,5	16,3
Total	83,90	86,22	88,45	90,83	2,8	2,6	2,7	250,0	254,4	250,6	258,3	1,7	-1,5	3,1
AFRIQUE DE L'OUEST														
Dahomey	2,62	2,69	2,76	2,83	2,7	2,6	2,6	86,2	92,6	93,8	93,4	7,4	1,3	-0,4
Gambie	0,35	0,36	0,37	0,38	2,8	2,8	2,8	116,9	128,1	132,7	133,2	9,6	-3,6	0,4
Ghana	8,43	8,64	8,86	9,09	2,5	2,5	2,6	281,3	291,6	285,6	284,8	3,7	-2,1	-0,3
Guinée	3,83	3,92	4,01	4,10	2,3	2,3	2,3	76,5	81,6	70,6	72,5	6,7	-13,5	2,7
Côte d'Ivoire	4,21	4,31	4,42	4,53	2,4	2,6	2,6	311,6	345,9	345,4	363,9	11,0	-0,1	5,4
Libéria	1,15	1,17	1,19	1,21	1,7	1,7	1,7	347,6	356,8	377,4	386,8	2,6	5,8	2,5
Mali	4,93	5,05	5,14	5,26	2,4	1,8	2,4	51,5	53,3	53,9	53,0	3,5	1,1	-1,7
Mauritanie	1,14	1,17	1,20	1,23	2,6	2,6	2,6	158,6	163,4	167,0	169,4	3,0	2,2	1,4
Niger	3,91	4,02	4,13	4,24	2,8	2,7	2,7	91,0	90,4	83,6	86,7	-0,7	-7,5	3,7
Nigeria	53,70	55,07	56,51	57,98	2,6	2,6	2,6	126,0	135,1	147,4	154,3	7,2	9,1	4,7
Sénégal	3,78	3,93	4,02	4,11	4,0	2,3	2,3	203,1	202,7	183,3	186,4	-0,2	-9,6	1,7
Sierra Leone	2,58	2,64	2,70	2,77	2,3	2,4	2,6	173,4	168,2	176,4	182,3	-3,0	4,8	3,3
Togo	1,92	1,97	2,02	2,07	2,6	2,5	2,6	131,4	136,8	133,8	135,7	4,2	-2,2	1,4
Haute-Volta	5,28	5,38	5,49	5,60	1,9	2,0	2,0	57,7	57,6	57,3	57,3	-0,2	-0,5	0,0
Total	97,83	100,32	102,82	105,40	2,6	2,5	2,5	142,8	150,8	156,1	161,1	5,6	3,5	3,2
AFRIQUE DU CENTRE														
Burundi	3,47	3,54	3,62	3,70	2,0	2,2	2,3	55,8	59,6	58,8	57,5	6,8	-1,3	-2,2
Cameroun	5,74	5,84	5,97	6,11	1,7	2,2	2,3	170,3	174,9	170,4	173,2	2,7	-2,6	1,6
République centrafricaine	1,58	1,61	1,64	1,67	1,9	1,9	1,9	122,5	120,6	117,1	120,8	-1,6	-2,9	3,2
Tchad	3,62	3,71	3,80	3,89	2,5	2,4	2,4	78,5	77,7	77,4	77,9	-1,1	-0,3	0,6
Congo	0,92	0,94	0,96	0,98	2,2	2,2	2,1	260,9	250,5	247,1	254,2	-4,0	-1,4	2,9
Guinée équatoriale	0,29	0,29	0,30	0,30	2,0	3,0	2,0	261,4	262,1	251,0	263,7	2,7	-4,0	3,0
Gabon	0,49	0,50	0,51	0,52	2,0	2,0	2,0	274,9	270,4	297,6	292,7	-0,7	4,0	7,9
Rwanda	3,49	3,59	3,69	3,80	2,9	3,0	3,0	55,7	60,1	59,9	58,2	7,9	-0,4	-2,8
Zaire	20,70	21,57	22,48	23,43	4,2	4,2	4,2	90,3	95,1	96,2	96,7	5,3	1,2	0,5
Total	40,30	41,59	42,97	44,40	3,2	3,3	3,3	108,2	111,3	110,9	112,2	2,9	-0,3	1,2
AFRIQUE DE L'EST														
Botswana	0,63	0,65	0,67	0,69	3,2	3,1	3,1	124,6	127,7	145,8	159,1	2,5	14,2	9,2
Ethiopie	24,02	24,63	25,25	25,89	2,5	2,5	2,5	71,2	74,5	74,2	75,3	4,6	-0,4	1,5
Kenya	10,88	11,22	11,67	12,07	3,1	3,9	3,4	135,3	144,2	148,5	152,5	6,6	3,0	2,7
Lesotho	0,90	0,92	0,94	0,96	2,2	2,1	2,1	87,2	84,9	84,6	85,3	-2,6	-0,3	0,8
Madagascar	6,60	6,75	6,94	7,13	2,2	2,8	2,8	124,8	132,1	132,3	122,8	5,8	0,2	-7,2
Malawi	4,33	4,44	4,55	4,67	2,5	2,5	2,6	73,6	73,2	77,9	81,9	-0,5	6,4	5,1
Maurice	0,80	0,81	0,82	0,83	1,2	1,2	1,2	236,6	232,8	250,7	269,3	-1,6	7,7	7,4
Somalie	2,73	2,79	2,86	2,94	2,2	2,5	2,8	84,9	87,8	88,3	90,5	3,4	0,5	2,5
Soudan	0,40	0,41	0,42	0,43	2,5	2,4	2,4	238,3	234,6	249,8	268,4	-1,6	6,5	7,8
Tanzanie	12,93	13,27	13,63	14,00	2,6	2,7	2,7	92,9	96,5	98,3	102,0	3,9	1,9	3,8
Ouganda	9,55	9,81	10,13	10,46	2,7	3,3	3,3	132,7	132,9	130,9	128,2	0,2	-1,5	-2,1
Zambie	4,17	4,28	4,40	4,52	2,7	2,7	2,7	429,3	374,9	383,3	401,5	-12,7	2,2	4,7
Total	77,94	79,98	82,28	84,79	2,6	2,9	3,1	118,8	119,4	121,2	122,6	0,5	1,5	1,2
Total 41 pays	299,97	308,11	316,52	325,42	2,7	2,7	2,8	161,9	166,3	167,3	171,5	2,7	0,6	2,5

Source : ONU, Bulletin mensuel de statistique, janvier 1973 et secrétariat de la CEA.

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 3 : Indices de la production alimentaire et agricole dans les pays d'Afrique en voie de développement^a 1969-1971

	Moyenne 1961-65 = 100			Modification en pourcentage	
	1969	1970	1971	1969-70	1970-71
<u>Total</u>					
Production agricole	118	121	126	2,5	4,1
Production alimentaire	117	121	125	3,4	3,3
Pêche	147	158	167	7,5	5,7
Sylviculture (grumes)	121	122	124	0,8	1,6
<u>Par habitant</u>					
Production agricole	102	102	103	-	1,0
Production alimentaire	101	101	102	-	1,0

Source : FAO, Division de la statistique (novembre 1972); FAO, The state of food and agriculture, Rome, 1972

a/ Y compris l'Angola, le Mozambique et la Rhodésie.

Tableau 4 - Production des principales cultures dans les pays africains
en voie de développement a/, 1969-1972

	Milliers de tonnes				Taux de croissance		
	1969	1970	1971	1972 ^{b/}	1969-70	1970-71	1971-72 ^{b/}
DENREES ALIMENTAIRES							
DE BASE							
Blé	5 887	6 621	7 474	8 209	12,5	12,9	9,8
Orge	4 505	4 357	5 007	4 515	3,3	14,9	-9,8
Riz paddy	7 146	7 230	7 274	7 681	1,2	0,6	5,6
Maïs	12 039	11 502	11 919	12 348	-4,5	3,6	3,6
Sorgho et millet	18 157	17 524	18 776	18 280	-3,5	7,1	-2,6
Autres céréales	1 323	1 343	1 361	1 380	1,5	1,3	1,4
Pommes de terre	1 843	2 042	1 973	1 998	10,8	-3,4	1,2
Patates douces et igname	21 436	23 249	22 708	23 047	8,5	-2,3	1,5
Manioc	34 353	37 991	39 428	39 033	10,6	3,8	-1,0
Légumineuses	4 353	4 510	4 483	4 576	3,6	0,6	2,1
DENREES ALIMENTAIRES							
EN PARTIE EXPORTEES							
Sucre	2 158	2 208	2 396	2 548	2,3	8,5	6,4
Agrumes	2 731	2 934	3 050	2 975	7,4	4,0	-2,5
Bananes	2 078	2 254	2 288	2 309	8,5	1,5	0,9
Vins	1 035	1 064	1 104	1 042	2,8	3,8	-5,6
Arachides non décortiquées	4 553	3 737	4 376	4 665	-17,9	-17,1	6,6
Huile de palme	900	1 009	1 070	1 071	12,1	6,0	0,1
Noix de palmiste	576	766	767	761	33,0	0,1	-0,8
Coprah	42	46	43	45	10,0	-6,7	3,3
Huile d'olive	71	142	255	172	100,0	79,0	-32,5
Cacao	994	1 067	1 068	1 129	7,3	0,1	5,7
RECOLTES NON ALIMENTAIRES							
Café	1 119	1 095	1 096	1 077	-2,2	0,1	-1,8
Thé	88	97	97	98	10,1	-0,5	1,3
Tabac	80	97	106	107	21,0	9,0	1,0
Lintier de coton	1 198	1 183	1 186	1 229	-1,2	0,2	3,7
Caoutchouc	180	191	194	202	6,3	1,4	4,5
Sisal	293	259	259	245	-11,5	-0,2	-5,4

Source : Chiffres tirés des imprimés de la FAO, novembre 1972

a/ 41 pays africains indépendants en voie de développement
b/ Chiffres provisoires

Tableau 5 - Montant et taux de croissance du PIB par origine industrielle dans les pays en voie de développement au coût constant des facteurs de 1970 - 1970-1972

Industrialisation	Montant en milliards de dollars EU			Taux de croissance annuel	
	1970	1971	1972 ^{a/}	1970-71	1971-72 ^{a/}
Agriculture	16,05	16,72	17,14	4,2	2,5
Industries extractives	5,72	5,78	6,10	1,0	5,5
Industries manufacturières et électricité	6,29	6,63	7,13	5,4	7,5
Construction	2,54	2,64	2,77	4,0	5,0
Commerce	6,55	6,85	7,33	4,6	7,0
Transport et communication	2,56	2,69	2,84	5,1	5,5
Administration publique et défense	4,49	4,75	5,13	5,8	8,0
Autres services	6,26	6,28	6,69	0,3	6,5
PIB Total	50,46	52,34	55,13	3,7	5,4
dont :					
Agriculture	16,05	16,72	17,14	4,2	2,5
Industries	14,55	15,05	16,00	3,4	6,3
Services	19,86	20,57	21,99	3,6	6,9

Source : Secrétariat de la CEA.

a/ Estimations préliminaires.

Tableau 6. Echanges extérieurs des pays en voie de développement

Valeur en millions de dollars et changements en pourcentages										
	Exportations totales fob					Importations totales caf				
	1970	1971	1972	Changement en %		1970	1971	1972	Changement en %	
				1970-1971	1971-1972				1970-1971	1971-1972
AFRIQUE DU NORD										
Algérie	1 008,9	852,5	1 429,4	-15,5	67,7	1 257,1	1 221,3	1 759,2	-2,8	44,0
Egypte	761,7	789,3	825,2	3,6	4,5	786,6	919,7	873,8	16,9	-5,0
Libye	2 365,6	2 695,0	2 310,4	13,9	-14,3	554,4	701,0	1 094,4	26,4	56,1
Maroc	488,3	500,5	639,1	2,5	27,7	684,3	697,9	771,5	2,0	10,5
Soudan	293,5	330,8	360,3	12,7	8,9	311,1	355,1	353,4	14,1	-0,5
Tunisie	182,5	215,8	310,5	18,2	43,9	304,6	341,9	458,5	12,2	34,1
Total	5 100,5	5 383,9	5 874,9	5,6	9,1	3 898,1	4 236,9	5 310,8	8,7	25,3
AFRIQUE DE L'OUEST										
Dahomey	32,6	41,9	39,1	28,5	-6,7	63,6	76,3	86,3	20,0	13,1
Gambie	16,9	13,3	19,5	-21,3	46,6	18,0	26,1	25,8	45,0	-1,1
Ghana	438,8	322,4	442,0	-25,5	37,1	410,7	434,3	309,0	5,7	-28,9
Guinée	54,0	50,0	59,4	-7,4	18,8	70,0	80,0	96,8	14,3	21,0
Côte d'Ivoire	468,8	455,7	545,5	-2,8	19,7	387,8	399,2	442,1	2,9	10,7
Libéria	212,6	221,1	245,0	4,0	10,8	149,6	157,4	180,0	5,2	14,4
Mali	32,8	35,3	26,2	7,6	-25,8	47,2	54,9	55,0	16,3	0,2
Mauritanie	88,9	93,9	117,3	5,6	24,9	55,9	63,0	78,2	12,7	24,1
Niger	31,7	38,4	52,8	21,1	37,5	58,4	53,9	66,5	-7,7	23,4
Nigéria	1 239,6	1 810,6	2 143,8	46,1	18,4	1 059,0	1 510,5	1 505,9	42,6	-0,3
Sénégal	151,9	125,0	213,0	-17,7	70,4	192,8	217,9	275,0	13,0	26,2
Sierra Leone	101,5	100,1	119,3	-1,4	19,2	116,3	113,2	124,3	-2,7	9,8
Togo	54,6	49,1	49,0	-10,1	-0,2	64,6	70,1	83,6	8,5	19,3
Haute-Volta	18,2	15,9	20,1	-12,6	26,4	46,7	50,6	58,7	8,4	16,0
Total	2 936,9	3 372,7	4 092,0	14,8	21,3	2 740,6	3 307,4	3 387,2	20,7	2,4

Tableau 6. Echanges extérieurs des pays en voie de développement (suite)

Valeur en millions de dollars et changements en pourcentages										
	Exportations totales fob					Importations totales caf				
	Changement en %					Changement en %				
	1970	1971	1972	1970-1971	1971-1972	1970	1971	1972	1970-1971	1971-1972
AFRIQUE DU CENTRE										
Burundi	23,6	18,5	26,3	-21,6	42,2	22,4	29,9	31,3	33,5	4,7
Cameroun	226,1	206,3	218,0	-8,8	5,7	242,1	249,7	299,0	3,1	19,7
République centrafricaine	30,6	34,3	35,2	12,1	2,6	34,2	35,1	37,1	2,6	5,7
Tchad	29,5	28,0	33,2	-5,1	18,8	61,4	61,6	60,6	0,3	-1,6
Congo	30,8	42,3	50,8	37,3	20,1	57,3	78,9	86,0	37,7	9,0
Gabon	121,0	186,5	196,5	54,1	5,4	79,7	96,5	136,8	21,1	41,8
Rwanda	24,6	22,3	19,1	-9,3	-14,4	29,1	33,0	35,0	13,4	6,1
Zaïre	788,2	680,0	700,0	-13,7	2,9	616,9	726,9	600,0	17,8	-17,5
Total	1 274,4	1 218,2	1 279,1	-4,4	5,0	1 143,1	1 311,6	1 285,8	14,7	-2,0
AFRIQUE DE L'EST										
Botswana	28,0	46,2	41,3	65,0	-10,6	62,7	84,0	90,3	34,0	7,5
Ethiopie	122,3	123,8	168,4	1,2	36,0	171,6	187,8	189,4	9,4	0,9
Kenya	305,0	314,3	359,1	3,0	14,3	442,2	560,2	534,6	26,7	-4,6
Lesotho	5,2	3,1	3,9	-40,4	25,8	32,1	39,2	38,7	22,1	-1,3
Madagascar	144,8	146,9	163,6	1,5	11,4	170,5	213,3	202,3	25,1	-5,2
Malawi	59,6	71,2	84,1	19,5	18,1	99,0	107,8	133,6	8,9	23,9
Maurice	69,2	64,9	107,0	-6,2	64,9	75,6	114,1	120,0	50,9	5,2
Somalie	31,4	34,5	43,3	9,9	25,5	45,1	62,7	75,5	39,0	20,4
Souaziland	70,5	78,4	94,4	11,2	20,4	59,8	67,0	74,6	12,0	11,3
Tanzanie	259,0	278,4	318,8	7,5	14,5	318,4	381,6	410,0	19,8	7,4
Ouganda	279,1	260,0	282,5	-6,8	8,7	171,9	249,6	162,2	45,2	-35,0
Zambie	1 000,9	678,8	758,5	-32,2	11,7	544,0	630,0	645,0	15,8	2,4
Total	2 375,0	2 100,5	2 424,9	-11,6	15,4	2 192,9	2 697,3	2 676,2	23,0	-0,8
Total 40 pays	11 686,8	12 075,3	13 670,9	3,3	13,2	9 974,7	11 553,2	12 660,0	15,8	9,6

Source : Secrétariat de la CEA.

Tableau 7 - Dette extérieure de l'Afrique à recouvrer par pays et par type de créancier, 31 décembre 1970

Millions de dollars EU

Pays	Crédits déboursés seulement	Y compris les crédits non déboursés					
		Sources officielles			Sources privées		
		Total	bi- latérales	multi- latérales	Fournis- seurs	Banques	Autres
TOTAL AFRIQUE	7 625,5	10 693,5	6 052,4	2 011,3	1 207,9	425,9	995,9
Botswana	12,4	13,3	5,7	6,1	0,6	-	1,0
Burundi	7,3	9,5	1,4	6,7	1,3	-	0,2
Cameroun	114,7	218,3	126,5	85,6	5,7	-	0,5
Rép. centra- fricaine	20,4	29,4	18,9	8,7	1,8	-	-
Tchad	40,9	50,7	34,3	7,1	8,0	-	1,4
Dahomey	39,5	54,8	36,6	8,1	9,0	1,0	0,2
Communauté d'Afrique orientale	151,1	245,8	32,1	146,3	-	0,3	67,2
Egypte	a/	a/	a/	a/	a/	a/	a/
Ethiopie	169,0	270,2	112,8	113,7	9,5	34,2	-
Gabon	95,3	115,4	40,4	39,2	27,9	-	7,8
Ghana	498,8	571,5	277,6	73,5	220,4	-	-
Guinée	283,6	378,4	246,5	64,5	51,3	16,1	-
Côte d'Ivoire	a/	a/	a/	a/	a/	a/	a/
Kenya	282,3	393,8	237,9	102,0	7,7	4,1	42,0
Lesotho	7,1	7,5	2,7	4,1	-	0,7	-
Libéria	157,5	176,8	123,5	16,5	28,0	8,8	-
Madagascar	95,4	137,7	80,9	42,1	4,3	6,2	4,3
Malawi	121,1	155,8	103,3	32,8	2,5	0,9	16,4
Mali	236,2	287,7	265,2	17,3	4,5	0,7	-
Mauritanie	27,8	38,6	17,0	12,5	8,4	0,7	b/
Maurice	27,9	43,0	30,8	5,6	-	1,9	4,6
Maroc	636,4	854,7	589,7	159,3	53,5	20,2	32,1
Niger	32,0	62,8	34,7	8,2	19,9	-	b/
Nigeria	463,6	683,4	321,1	266,0	63,6	18,1	14,6
Rwanda	1,9	11,6	1,9	9,3	0,4	-	-
Sénégal	84,1	114,4	82,4	26,8	-	-	5,2
Sierra Leone	66,0	84,5	33,9	17,3	26,1	0,7	6,5
Somalie	74,0	105,2	96,2	9,1	-	-	-
Rhodésie du Sud	247,9	247,9	46,8	44,1	-	-	157,0
Soudan	285,5	339,0	167,3	126,1	7,7	36,4	1,6

Tableau 7 - Dette extérieure de l'Afrique à recouvrer par pays et par type de créiteur, 31 décembre 1970 (suite)

Millions de dollars EU

Pays	Crédits déboursés seulement	Y compris les crédits non déboursés					
		Sources officielles			Sources privées		
		Total	bi- latérales	multi- latérales	Fournis- seurs	Banques	Autres
Swaziland	27,9	27,9	8,6	8,9	8,6	1,8	-
Tanzanie	220,7	575,7	390,8	99,6	0,9	23,2	61,2
Togo	35,7	39,9	32,2	3,7	4,0	-	b/
Tunisie	522,7	787,3	472,8	111,3	88,4	103,9	10,8
Ouganda	122,5	183,6	115,9	46,2	-	0,3	21,2
Haute-Volta	20,4	30,7	21,8	7,5	1,3	0,1	b/
Zaire	307,5	579,4	132,4	25,0	231,7	60,0	130,3
Zambie	491,6	615,8	92,4	137,7	9,2	9,7	366,9

Source : Rapport annuel de la BIRD, tableau 5.

a/ Une estimation pour ce pays a été incluse dans le total général.

b/ Moins de 50 000 dollars.